

[Exploitation]

# LE SCARE SUR LE QUI-VIVE

L'assemblée générale du syndicat de salles art et essai, tenue le 10 mai à Cannes, a permis de faire le point sur les grands dossiers du secteur, réforme du classement, tensions intraprofessionnelles et rapports avec les collectivités en tête. ■ KEVIN BERTRAND

“**N**ous sommes très heureux, cette année, d'ouvrir notre assemblée générale ici, à Cannes. Après plusieurs expériences à Deauville et à Paris, qui n'ont pas pleinement répondu à nos attentes, nous avons souhaité repositionner ce moment important de notre vie syndicale au cœur même de ce qui fait notre métier : le cinéma, les films, leur découverte collective.” Ainsi le Scare s'est-il réjoui en ouverture de son rapport moral, lu par ses coprésidents Christine Beauchemin-Flot et Martin Bidou lors de son assemblée générale, organisée le 10 mai au Cinéma Olympia. L'occasion, notamment, de dresser un état des lieux du secteur. “Jamais [l'exploitation] ne s'est sans doute sentie aussi fragile”, a signalé le syndicat, évoquant aussi bien des salles “publiques et associatives confrontées à des restrictions budgétaires de plus en plus fortes” que des cinémas “privés confrontés à une fréquentation en berne et à des équilibres économiques précaires.” Le Scare a, ensuite, abordé l'épineuse question des rapports intraprofessionnels. “Nous constatons avec regret une montée des tensions entre certains acteurs de la grande exploitation et nos salles art et essai, avec des accusations parfois infondées de concurrence déloyale”, a-t-il déploré.

## “PLUSIEURS POINTS DE VIGILANCE” SUR LA RÉFORME ART ET ESSAI

Autre sujet crucial pour le secteur : la réforme du classement art et essai. “Sur le plan macro, les premiers effets observés restent relativement contenus : les équilibres globaux ne sont pas bouleversés. Mais à l'échelle individuelle, la réalité est plus contrastée. Certaines salles ont vu leur subvention évoluer de manière significative, à la hausse comme à la baisse”, a signalé le syndicat. Lequel identifie “plusieurs points de vigilance”, dont le “déséquilibre qui semble s'être installé, notamment pour certaines

salles des catégories A et B”. En conséquence, “nous considérons que certains ajustements sont nécessaires, notamment sur l'équilibre entre catégories, l'harmonisation des commissions et l'encadrement des critères de notation”, a résumé le Scare. Dans le même temps, “une nouvelle problématique émerge, et elle nous semble structurante pour l'avenir du dispositif : cette année, sont apparus éligibles au classement des multiplexes de 10 à 18 écrans, souvent avec un niveau de séances art essai autour de 20%, soit moins que le marché [25% environ, *Ndlr*], a avancé le syndicat, qui estime donc “nécessaire de revenir à une plus grande exigence et sélectivité dans la recommandation des œuvres”.

Une fois la parole donnée aux professionnels, les échanges ont essentiellement porté sur deux sujets. D'un côté, les rapports avec les collectivités locales, compliqués pour un certain nombre de cinémas, en particulier municipaux. De l'autre, les pressions exercées par les circuits sur l'accès aux films. Avec, dans la tête de tous les professionnels présents, le cas Megarama, épinglé dernièrement pour l'envoi d'un mail aux distributeurs visant à entraver l'obtention, par certains cinémas publics, de films en sortie nationale. “Ce combat n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est la libération de la parole, et une pratique qui s'assume de plus en plus”, a souligné Martin Bidou, avant de condamner ladite pratique et d'encourager les exploitants à saisir la médiatrice du cinéma. “Cette affaire est grave. Très grave, même”, a renchéri Richard Patry, président de la FNCF, tout en alertant sur les risques de la médiatisation de ce type de conflits, en prenant pour exemples les attaques répétées dont l'audiovisuel public a été la cible lors de la commission d'enquête dont il a fait l'objet. “Faites très attention lorsque vous prenez la parole en public, parce que nous sommes très attaqués en ce moment. Il faut absolument éviter le retour de bâton”, a averti l'exploitant, insistant une nouvelle fois sur l'importance de “faire baisser la tension” et de “restaurer le dialogue entre toutes et tous”. ♦